

18 décembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la protection de l'environnement en Camargue, aux Saintes-Maries de la Mer, le 18 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs,

J'avais à coeur de revenir en Camargue, la terre provençale intacte. J'avais à coeur de vous retrouver, et tout particulièrement mon ami Roland Chassin qui incarne cet amour de la Camargue.

Je voulais venir avec Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet, maintenant que la pérennité de la Camargue est assurée puisque la loi confiant au syndicat mixte la gestion du Parc Régional de Camargue a été promulguée aujourd'hui.

Je voulais venir dans cette région, sur ce territoire que j'aime depuis longtemps, dans lequel je suis venu un nombre incalculable de fois, à la fois à titre privé et à titre public et où, je crois, c'est la première fois qu'un Président de la République - je parle sous le contrôle des élus, notamment du président et du Maire d'Arles - c'est la première fois qu'un Président de la République vient en Camargue.

Ce n'est pas simplement pour moi un choix de goût personnel. J'aime cette terre, j'aime les gens qui y habitent, mais mon devoir... Ah ça je n'avais pas vu cette photo alors ! Je n'aurais jamais osé faire la photo officielle à cheval avec une chemise camarguaise. Oui, ce n'est pas le même type que l'officielle mais enfin, ce n'est pas fait pour la même chose non plus. Mais je voulais venir ici surtout parce que ici, c'est un territoire qui est fragile, qui est fragile parce qu'il y a la mer qui avance de façon inexorable 10 à 15 mètres chaque année, parce qu'il y a un fleuve qui parfois fait des caprices, quels que soient les aménagements que les hommes y ont apporté, parce qu'il y a des hommes et des activités humaines, pas simplement les huit mille habitants de la Camargue qui font vivre ce territoire mais il y a des activités humaines avec des grandes villes tout autour, je pense à Marseille, je pense à Montpellier, je pense bien sûr à nos amis d'Arles. Et puis il faut protéger ce territoire. Et si l'Etat a une responsabilité, c'est bien la protection des personnes lorsqu'elles sont en situation de fragilité, et des territoires lorsqu'ils sont menacés. Nous sommes venus avec Jean-Louis et Nathalie, et deux invités qui sont Yann Arthus-Bertrand qui doit être quelque part par là et Alain Bougrain-Dubourg qui est ici, parce que j'estime qu'il était du devoir de l'Etat de donner les moyens à la Camargue de survivre. C'est une des zones humides les plus grandes de Méditerranée, les plus symboliques.

Vous savez que la France porte le projet de l'Union de la Méditerranée, et à l'intérieur de l'Union de la Méditerranée, cher Alain, nous allons développer une synergie entre toutes les zones humides du bassin méditerranéen pour s'enrichir des expériences des uns et des autres et pour protéger cette mer qui est la nôtre. Lorsque la France a donné le sentiment de tourner le dos à la Méditerranée, elle a pensé tourner le dos à son passé, moi je pense qu'elle a tourné le dos à son avenir. Parce que la Méditerranée c'est notre mer. En Méditerranée nous aurons l'échec le plus spectaculaire ou la réussite la plus exemplaire.

J'aurai l'occasion de prendre des initiatives très fortes avant la Présidence Française de l'UE sur l'Union de la Méditerranée. Mais ça va plus loin. Lorsque j'étais venu au mois d'avril, pendant la campagne électorale - Nathalie était à mes côtés - chacun m'avait dit : il y a un problème avec le parc régional. D'abord des problèmes. il y en a partout. et de toute manière. on est là pour les

parce qu'il y a des problèmes, il y en a partout, et de toute manière, on est là pour les régler, et il faut protéger le parc régional. C'est ce que Jean-Louis et Nathalie ont fait en faisant voter un texte qui est promulgué, Jean-Louis, aujourd'hui même. Ce problème est donc réglé. Mais j'ai en quelque sorte voulu placer la Camargue - et j'espère que les élus, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, Monsieur le Député, vous ne m'en voudrez pas - sous la protection de l'Etat. Parce qu'ici, si l'Etat n'est pas à vos côtés, compte tenu de l'ampleur des chantiers et des décisions à prendre, ce territoire peut mourir.

Qu'est-ce qu'il y a dans ce territoire ? Il y a d'abord l'identité française qui est une addition d'identités régionales et territoriales. La France est une multitude de petites patries qui ont finies par se comprendre et par s'aimer. Et la Camargue, c'est la France. Et ces identités là, ce sont l'élevage, le cheval, le riz, les activités de l'homme : la chasse et la pêche - lorsqu'elle est maîtrisée -, la biodiversité - lorsqu'elle est respectée et protégée - et les taureaux que j'ai gardés pour la fin.

Ici, il y a des activités. Je le disais toute à l'heure aux producteurs de riz comme aux éleveurs : si l'Etat n'est pas là pour vous aider, garantir des prix, garantir la pérennité d'une espèce, à ce moment là, on risque de perdre ce que, depuis des générations et des générations, ceux qui vous ont précédé, membres de vos familles, ont fait avant vous.

Et puis, il y avait un engagement que je voulais prendre devant Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet. Nous avons organisé le Grenelle de l'environnement. C'était une réussite remarquable. Jean-Louis s'y est impliqué avec tout le talent et la force qu'on lui connaît. Je veux dire solennellement que les engagements du Grenelle de l'environnement, ce n'est pas qu'ils seront intégralement tenus, c'est qu'ils seront scrupuleusement respectés. Nous n'avons plus de temps à perdre.

Lors de la conférence de Bali - où Jean-Louis et Nathalie représentaient la France - la France et l'Europe ont eu les positions les plus fermes. On ne peut plus perdre de temps. Le réchauffement climatique, les risques de montée des eaux mettraient en cause une région comme la vôtre. Je n'ai pas l'intention que les Saintes-Maries deviennent une île. Je veux qu'elles restent une presqu'île. Et il ne s'agit pas de dire : la France seule ne peut rien faire.

Il s'agit que la France montre l'exemple, prenne des décisions, exige des résultats et amène l'ensemble des autres pays du monde, notamment les Etats-Unis dont nous avons besoin dans ce combat, à avoir une position qui préserve la nature, les équilibres et notre planète.

Je dis d'ailleurs, Alain, que la question de la biodiversité est parfaitement liée à tout ce que nous avons fait sur le Grenelle de l'environnement. La biodiversité ici c'est une réalité. Pourquoi c'est important la biodiversité ? Parce que c'est la vie dans sa multiplicité. Et si nous, l'espèce humaine, on laisse la vie mourir, on laisse disparaître des espèces, eh bien c'est simplement le début d'un processus qui mettra en cause la survie de l'homme. Il ne s'agit pas de sauver telle ou telle espèce simplement parce qu'on l'aime. Il s'agit de préserver la vie sur la planète parce que l'homme est la forme la plus aboutie de la vie sur notre planète. Et moi je ne veux pas qu'à la fin de mon quinquennat, on dise : il a beaucoup parlé et peu décidé. Je veux qu'on décide tout de suite parce qu'on a trop attendu.

Alors, je sais parfaitement qu'on changera des habitudes. Eh bien, on les changera par ce que c'est soit nous qui changeons d'habitudes, soit les habitudes qui vont nous changer. Parce que l'on ne peut plus se payer le luxe d'attendre. Et venir ici, Monsieur le Maire, c'est choisir l'une des plus belles régions de France et en même temps l'une des plus fragile, menacée de tous côtés. Je me souviens de l'une de mes dernières visites, au moment des inondations, lorsque tant de gens avaient tout perdu dans votre ville, Monsieur le Maire. Et tellement exposée : l'une des plus grandes villes de France par la superficie, si mon souvenir est exact, il y a déjà les problèmes économiques que l'on connaît, et qui en plus se trouvait ravagée dans les conditions que nous avons découvertes.

Je veux qu'on décide, je veux qu'on prenne des décisions et que vous vous disiez : eh bien cela change ! Alors bien sûr on bouscule des conservatismes, on bouscule des habitudes, on bouscule des immobilismes, et alors ?

Si j'ai été élu, c'est pour conduire une politique qui permette à la France d'apporter des solutions

aux problèmes auxquels elle se trouve confrontée. Je ne suis pas élu pour commenter les problèmes, je suis élu pour essayer d'y trouver les solutions. L'élection, c'était il y a six mois ou six mois et demi. Maintenant je suis Président de la République de tous les Français. Et moi, je ne me préoccupe pas de savoir sur une tribune quels sont les engagements politiques des uns et des autres. Je dois penser aux 53% qui ont voté pour moi, mais aussi représenter les 47% qui sont des Français comme les autres, qui n'ont pas voté pour moi et qui attendent qu'on apporte des solutions.

Alors il y a le problème du travail, du pouvoir d'achat dont je parlerai avec les organisations syndicales demain, il y a le problème de l'environnement que j'ai voulu incarner dans votre région, dont je veux parler tout de suite, en prévenant les administrations que je ne me laisserai arrêter par personne. Des décisions ont été prises, nous les appliquerons. Je préfère que l'on me reproche d'avoir pris des décisions qui correspondent aux engagements que j'avais proposés aux Français, plutôt qu'on me fasse le procès de ne pas mettre en oeuvre ce que j'avais dit aux Français. Et puis vous jugerez ensuite sur les résultats.

La France, on est en train de la réveiller. On est en train de la faire bouger, la France. Et à tous ceux qui me disent : est-ce qu'il n'en fait pas trop ? Je vais vous dire une chose : vous n'avez rien vu ! Ce n'est que le début. Vive la Camargue !